

B. Formes indirectes de la puissance

1) La langue et la culture, marqueurs et outils de la puissance

- 1.1) Un monde de langues et de cultures
- 1.2) Des outils d'affirmation et de domination
- 1.3) Entre diffusion et résistances

2) Les nouvelles technologies : puissance des géants du numérique, impuissance des Etats et des organisations internationales ?

- 2.1) Les nouvelles technologies connectent le monde
- 2.2) De nouvelles formes de puissance
- 2.3) Révolutions technologiques et enjeux du futur

3) La maîtrise des voies de communication : les « nouvelles routes de la soie »

- 3.1) A l'origine, un projet économique
- 3.2) Un projet dynamique, évolutif et polymorphe
- 3.3) un outil de projection de la puissance chinoise

B. Formes indirectes de la puissance

Photo p95 « Le Pirée à Athènes »

Vocabulaire et notions

BAXT	Cyberdéfense
Cyberespace	Diaspora
Francophonie	GAFAM
Globish	Langue internationale
Réseau	Routes de la soie
Sinisation	Soft power

Acteurs

Jeff Bezos (né en 1964)	Mark Zuckerberg (né en 1984)
Larry Page (né en 1973)	Xi Jinping (né en 1953)

Introduction

Dans des relations internationales marquées par le souvenir des deux conflits mondiaux du XX^e siècle et par la menace nucléaire où le recours à la guerre est tant bien que mal limité par une **diplomatie ouverte** au sein des Nations unies, les **formes douces** de la puissance sont privilégiées pour assurer la domination. La **langue**, la **culture**, les **nouvelles technologies** ou la maîtrise **des voies de communication** sont devenus des enjeux majeurs pour les États aux ambitions mondiales.

1) La langue et la culture, marqueurs et outils de la puissance

Dossier p96-99 « La langue, instrument du soft power »

1.1) Un monde de langues et de cultures

Carte 1 p96 « Les principales langues parlées dans le monde en 2015 »

Il y a environ 6000 langues et dialectes dans le monde mais une vingtaine de langues seulement comptent plus de 50 millions de locuteurs. Certaines comme l'anglais, l'espagnol, le français ou l'arabe sont considérées comme des **langues internationales**.

Les aires linguistiques se confondent souvent avec les aires culturelles. Par exemple, en Amérique du Sud on parle les langues **des anciennes puissances coloniales**, l'espagnol et le portugais et la culture est considérée comme hispanique.

Les langues et les cultures ont un rôle fédérateur **d'identité régionale** (basque) **ou d'appartenance nationale** (magyar pour les Hongrois) ce qui explique la permanence du **multilinguisme** dans de nombreux États comme en Inde où 22 langues sont inscrites officiellement dans la constitution.

L'ONU utilise 6 langues officielles : **l'anglais** (378 millions de locuteurs natifs), le **français** (235 millions), **l'espagnol** (442 millions), le **russe** (154 millions), le **mandarin** (1 milliard) et **l'arabe** (315 millions).

1.2) Des outils d'affirmation et de domination

Carte 4 p97 « L'extension du français dans le monde en 2017 »

La colonisation du XVI^e au XIX^e siècle s'est accompagnée de la diffusion des langues et des cultures européennes qui ont contribué au contrôle des peuples autochtones.

Au XX^e siècle, dans certains États pluriethniques, les pouvoirs centraux mènent des politiques d'éradication des langues et des cultures minoritaires. En Chine, la province turcophone et musulmane du **Xinjiang** est en voie de **sinisation** forcée par les autorités de Beijing qui cherchent à contrôler les peuples autochtones, les **Ouïgours**.

Langues et cultures sont des composantes essentielles du soft power. La France conduit une **diplomatie culturelle active** : musées comme le Louvre à Abou Dhabi, universités comme la Sorbonne toujours à Abou Dhabi, promotion de la gastronomie et des grands couturiers, festivals de films français dans les grandes métropoles...

Le rôle des **diasporas**, tels les 50 millions de Chinois expatriés, **vecteurs de diffusion culturelle** est essentiel dans ces circulations.

Les États organisent des outils de promotion linguistique et culturelle comme **l'Alliance française** créée en 1883 (834 alliances dans 132 pays) ou **les lycées français** présents dans toutes les grandes métropoles mondiales. Ce modèle est repris par **le British Council** en 1934, **l'institut Goethe** allemand en 1950 ou **l'Institut Confucius** chinois en 2004.

L'Organisation internationale de la francophonie rassemble 300 millions de locuteurs de 88 pays, en Europe, en Afrique occidentale, en Asie du Sud-Est ou encore en Amérique du Nord. La tenue régulière de **sommets** permet à la France de renforcer son **réseau d'influence** dans le monde.

Les **médias**, comme TV5 monde, Al Jazeera, CNN, Russia Today, et **les industries du numérique** dominées par les anglophones sont aussi des outils de diffusion culturels mais aussi politiques.

1.3) Entre diffusion et résistances

Tableau 2 p97 « Le poids des 10 langues les plus parlées au monde »

L'anglais est un des vecteurs essentiels de la mondialisation. Diffusée d'abord dans le vaste **empire britannique**, elle est ensuite portée dans la deuxième moitié du XX^e siècle, par **l'influence économique et culturelle des États-Unis** ainsi que par leur maîtrise des **technologies de communication** et plus particulièrement de **l'Internet**. **Hollywood** participe activement à la promotion de **l'American way of life** et à **l'américanisation** du monde.

L'anglais s'est imposé comme la langue des affaires et le **globish** est devenue un instrument de communication privilégié. Les matériels envoyés en Europe dans le cadre du **plan Marshall** étaient accompagnés de notices d'entretien en anglais, puis les cadres européens employés dans usines implantées par les **FTN étatsuniennes** ont dû se mettre à l'anglais, dans **l'aviation** tous les pilotes du monde s'adressent aux tours de contrôle en anglais, il en est de même dans **le transport maritime**, c'est la langue de **touristes** de plus en plus nombreux, les sciences de l'informatique dont **Internet** et un aboutissement planétaire sont étatsuniennes tout comme les **GAFAM** qui les dominent. Ainsi l'anglais a le pouvoir d'une **langue universelle**.

Toutefois, cette uniformisation culturelle, conséquence de la domination de l'anglais, est de plus en plus remise en cause par d'autres puissances linguistiques et culturelles qui, notamment au sein des organisations internationales comme l'**ONU**, aspirent à concurrencer cette position hégémonique.

De plus, l'évolution démographique pourrait bouleverser les hiérarchies. D'ici 2050, la population africaine devrait doubler, et le nombre de **locuteurs francophones** sur ce continent devrait tripler.

2) Les nouvelles technologies : puissance des géants du numérique, impuissance des États et des organisations internationales ?

Dossier p100-103 « Puissance des géants du numérique, impuissance des États ? »

Certains qualifient le développement des nouvelles technologies de **quatrième révolution industrielle**. Effectivement, elles transforment les sociétés, redéfinissent les rapports entre **sphère publique** et **sphère privée** et suscitent de nombreux débats sur les conséquences de la généralisation de leur application.

2.1) Les nouvelles technologies connectent le monde

Carte 7 p103 « La géopolitique de l'Internet »

Les nouvelles technologies sont liées au développement de l'informatique et des télécommunications. Elles permettent la diffusion d'images, de données, de textes et de sons à travers des **réseaux de télécommunication** composés de **câbles** ou **d'ondes**, dans divers domaines : finance, commerce, savoirs, sécurité et défense. Elles ont largement participé à l'accélération de la **mondialisation**.

Couvrant la majeure partie du monde, **Internet** met en relation des milliards de personnes et devient un passage obligé pour communiquer. En 2018, le **réseau social** Facebook revendique 2,2 milliards d'utilisateurs mensuels actifs. Chaque jour, plus de 5000 milliards de \$ sont échangés sur les **marchés de transaction** via les **réseaux numériques**.

Les nouvelles technologies entraînent de nombreux bouleversements car leur évolution est très rapide : après le **smartphone** (2007) et la **tablette**, les enjeux actuels concernent le **drone**, la **voiture autonome** ou la **domotique**. Les industries de l'information, de la culture et de la communication ont été profondément transformées.

Elles ont permis d'accroître les échanges entre individus, de favoriser la consommation de masse. Il y a en 2018, autant de téléphones portables que d'individus, 7,6 milliards, soit dix fois plus qu'en 2000. 4,2 milliards de personnes ont accès à Internet, et 3,5 milliards d'entre eux sont sur un réseau social.

2.2) De nouvelles formes de puissance

Tableau p100 « Les géants du numérique étatsuniens et leurs concurrents chinois »

Texte 5 p102 « Les facteurs de la puissance des États dans le cyberspace »

Certaines entreprises qui n'existaient pas il y a une trentaine d'années sont devenues des « géants du numérique ». Ainsi les **GAFAM** (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) principales firmes étatsuniennes du secteur sont si puissantes qu'elles font partie des plus importantes **capitalisations boursières** dans le monde. Google capte 90% des recherches sur Internet et Amazon domine la vente en ligne. Leur **surface économique** est telle, que le Danemark a nommé en 2017 un ambassadeur auprès des GAFAM !

Ceux-ci sont aujourd'hui concurrencés par le **BATX** (Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi) chinoises qui ont une position hégémonique en **Chine** continentale, où l'État interdit l'accès aux opérateurs étatsuniens pour des raisons essentiellement de **sécurité** et de **contrôle de l'information**.

Les grandes puissances économiques sont engagées dans un nouveau rapport de force autour de la maîtrise de ces nouveaux outils technologiques. La capacité de **R&D** dans le domaine de l'industrie, du secteur médical, de l'énergie, de l'environnement, de **l'intelligence artificielle** ou de l'espace déterminera la hiérarchie des États dans les prochaines décennies.

L'ère de la **cyberguerre** a commencé. Les nouvelles technologies permettent de mener des guerres à distance. Les **drones** de combat de l'armée étatsunienne qui interviennent en Syrie, en Irak ou en Afghanistan sont dirigés depuis les **États-Unis**.

L'espionnage numérique est aussi employé à des degrés divers par beaucoup d'États comme la **Corée du Nord, la Russie ou la Chine**.

Des **cyber-attaques** peuvent être conduites contre les **institutions** et les **services publics** (celles de la **Russie** contre la Lettonie en 2007), contre **des infrastructures stratégiques** (**virus** dans le système informatique de recherches nucléaires iranien introduits par les **États-Unis** et **Israël**).

Des groupes divers, motivés par l'appât du gain comme les **mafias**, ou par des motifs politiques, comme des **groupes terroristes**, utilisent aussi les outils numériques, comme le **Darknet**, et peuvent lancer des attaques contre des États, des organisations internationales, des entreprises et des particuliers. Les États doivent donc se protéger mais aussi maîtriser ces nouvelles technologies pour riposter, et le cas échéant, attaquer. C'est l'objet de la **cyberdéfense**.

2.3) Révolutions technologiques et enjeux du futur

Frise 4 p101 « L'Union européenne s'efforce de s'imposer face aux GAFAM »

L'évolution rapide des technologies fait craindre une ère de « **l'homme augmenté** ». Les **nanotechnologies** et les **biotechnologies** pourraient permettre d'accroître les capacités physiques et mentales des individus. Depuis 2013, **Calico**, une filiale de Google, mène des recherches pour lutter contre le vieillissement. La société **Neuralink**, appartenant au fondateur de Tesla, cherche à améliorer l'intelligence humaine par l'implant de puces électroniques dans le cerveau.

Les résistances se développent face à la prolifération des nouvelles technologies et des critiques émergent : la **robotisation** détruit des emplois dans les filières industrielles et dans les services, les **GAFAM** se soustraient aux obligations des pays où elles opèrent par de savants **montages financiers**, elles commercialisent les énormes quantités de **données personnelles** qu'elles collectent sans l'accord des intéressés...

De plus, l'usage de ces nouveaux outils peut remettre en cause les fondements démocratiques. Les élections peuvent être « polluées » par des **campagnes de déstabilisation** massive via des « **fake news** » diffusées sur les **réseaux sociaux** comme lors des élections étatsuniennes en 2016 ou lors de la campagne sur le « **Brexit** » au Royaume-Uni la même année. L'utilisation à des fins de **propagande** et de **recrutement**, des réseaux par les groupes **terroristes, islamistes** comme Al Qaida ou ISIS, ou par des **suprémates blancs** qui diffusent en direct des **tueries de masse**, pose le problème du contrôle et de la **réglementation** de l'Internet.

Les États peuvent utiliser ces nouvelles technologies pour contrôler les informations diffusées mais aussi **surveiller les citoyens**. La Chine a pour projet d'instaurer un permis du citoyen à point sur la base d'une surveillance utilisant les réseaux sociaux et des caméras dans l'espace public.

3) La maîtrise des voies de communication : les « nouvelles routes de la soie »

Dossier p104-107 « La maîtrise des voies de communication : les nouvelles routes de la soie »

« D'ici à 2050, la Chine devra se hisser au premier rang du monde en termes de puissance globale et de rayonnement international » **Xi Jinping**, président de la République populaire de Chine au 19^{ème} congrès du Parti communiste chinois en 2017.

3.1) A l'origine, un projet économique

Carte 3 p105 « Les axes des nouvelles routes de la soie »

Le projet des **nouvelles routes de la soie** (BRI : belt and road initiative) est dévoilé en 2013 par les autorités chinoises. Il s'agit de financer et de réaliser un ensemble **d'infrastructures terrestres et maritimes** pour intensifier les **flux** entre l'Asie et l'Europe.

Les routes terrestres, « silk road economic belt », s'organisent autour de **corridors logistiques** associant routes, voies ferroviaires et **pipe-line**.

Au Nord, le **corridor Chine-Mongolie-Russie** de Beijing à Madrid via la Mongolie, la Russie, la Biélorussie, la Pologne, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique et La France ; le **corridor Chine-Europe** de Beijing à Moscou via les États d'Asie centrale ; le **corridor Chine-Moyen-Orient** de Beijing à Istanbul via le Turkménistan et l'Iran.

Au Sud, le **corridor Chine-Asie du Sud-est** relie Kunming à Singapour via la Thaïlande et le **corridor Chine-Bangladesh-Inde** du Kunming à Calcutta en Inde via le Pakistan prolongent le réseau jusqu'au détroit de Malacca et aux ports du golfe du Bengale.

Ces axes sont complétés par la «**21th century maritime silk road** », routes maritimes organisées autour d'un chapelet de ports où les Chinois, titulaires de concessions d'exploitation commerciale ont aménagé des **terminaux** modernes. Certains d'entre eux, désignés comme **ZES** (zone économique spéciale), sont des **hubs**, relais destinés à la production, au stockage et au redéploiement des marchandises. L'Afrique orientale est aussi connectée au réseau via les ports de Mombasa au Kenya et de Djibouti dans le détroit de Bab el Mandeb à l'entrée de la mer Rouge.

70 États sont associés au projet qui a pour objectif de pérenniser les exportations chinoises de produits finis et les importations de **matières premières** et énergétiques en réactivant les anciennes routes portugaises ouvertes au XVI^e siècle. Le financement permet à l'État chinois d'investir **l'excédent monétaire** de sa **balance commerciale**. C'est un tournant de la stratégie chinoise qui jusqu'aux années 2000 s'était concentrée sur le développement économique interne.

3.2) Un projet dynamique, évolutif et polymorphe

Carte 5 p106 « La Chine à Djibouti : une présence économique et stratégique »

Assez rapidement, le projet apparaît être plus global. Le déploiement d'un vaste réseau de **fibre optique** pour optimiser **les flux d'informations** et des **coopérations culturelles**, dans les domaines du savoir, de la santé et du tourisme sont prévus.

Sur les marges méridionales, la frontière avec « **le collier de perles** » des ports, relais de la flotte militaire chinoise, est floue comme le montrent les interrogations autour de la fonction du port de Gwadar au Pakistan.

Au Nord, le développement de la **RMN** (route maritime nord) par l'Arctique est aussi à l'étude.

Enfin, depuis 2017, l'envergure régionale associant Asie, Europe et Afrique est devenue mondiale avec l'intégration de l'Amérique du Sud, notamment le Panama, l'Argentine et le Chili avec pour objectif la création d'un **corridor bi-océanique** de la Chine à l'Europe via les océans Pacifique et Atlantique.

La marque « nouvelles routes de la soie » devient un label qui permet de fédérer des projets divers et isolés dans une **vision stratégique d'ensemble**. Ainsi, les **zones industrielles** du Sud de l'Éthiopie financées par les capitaux chinois, exportent ses marchandises jusqu'à Djibouti via une ligne ferroviaire, financée par des capitaux chinois et sont de fait intégrées aux nouvelles routes.

3.3) un outil de projection de la puissance chinoise

Photo 6 p107 « Sommet Chine-CEEC à Budapest en 2017 »

Une intense activité diplomatique est nécessaire à la réussite du projet et des **accords bilatéraux** sont signés avec les pays impliqués. Les questions politiques sont souvent liées aux aspects économiques. Ainsi, le Panama a dû cesser de reconnaître Taiwan à l'ONU avant d'intégrer le projet.

Le financement des infrastructures est assuré en partie par une Banque asiatique d'investissement sur les infrastructures (**BAII**) associant 69 États mais dominé par le principal contributeur, la Chine. Mais l'essentiel des 1200 milliards est prêté directement par des banques chinoises comme l'Industrial and Commercial Bank of China (ICDB) ou la China Development Bank (CDB).

La dimension symbolique de l'appellation entretient l'impression idéalisée d'échanges profitables à tous et participe à l'amélioration de l'image de la Chine. Celle-ci veut apparaître comme une puissance responsable qui veut aider le monde entier grâce à son développement économique et ses investissements étrangers. Le discours officiel prend même en compte des objectifs de **développement durable**, ambition qui tient plus du « **green washing** » que d'une véritable préoccupation environnementale.

Ce renforcement et ce déploiement tout azimut du capital politique et de l'influence de la Chine dans le monde inquiète certains États. Les États-Unis et le Japon restent résolument à l'écart, considérant que le projet vise à les affaiblir. Bordée par le « **collier de perles** », l'Inde reste méfiante tout comme la Russie qui ne souhaite pas une remise en cause de la restauration de son influence sur les États d'Asie centrale. D'autres, bien qu'impliqués comme le Sri Lanka ou la Malaisie, s'inquiètent d'un **endettement** et d'une **dépendance** croissants vis à vis de la Chine. L'Union européenne accepte mal la participation de ses États membres les plus fragiles, comme la Grèce qui a vendu une partie du port du Pirée aux chinois.

L'opacité des investissements et la collusion entre les entreprises, l'armée et l'État alarment beaucoup d'États qui perçoivent la renaissance assumée de la puissance à l'étranger comme une menace. Mais la perspective d'investissements massifs, même chinois, dans des économies fragilisées, reste un facteur d'influence souvent décisif.

Synthèse p108-109